SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 19 JUILLET 1911.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1911.

(Voir les n^{os} 4, V, 74, 161, session de 1910-1911, de la Chambre des Représentants; — 82, même session, du Sénat.)

Présents : MM. le Baron DE FAVEREAU, Président; BERGMANN, le Comte DE RENESSE, VANDERHEYDE, WITTMANN et DE RAMAIX, Rapporteur.

MESSIEURS,

Ce n'est pas sans une certaine satisfaction que votre Commission a pris connaissance du Projet de Budget des Affaires étrangères pour l'exercice 1911, ainsi que des différents amendements présentés par le Gouvernement. Ces documents permettent, en effet, de constater que l'honorable Ministre des Affaires étrangères poursuit d'une façon peut-être un peu trop timide et un peu trop lente, mais néanmoins d'une façon continue et rationnelle, les réformes destinées à rendre plus efficace la mission économique de nos agents du service extérieur.

Nous avons dit « une certaine satisfaction », parce que, d'une part, nous doutons que les mesures en question réalisent complètement le but poursuivi, l'avenir nous l'apprendra ; et parce que, d'autre part, nous espérons voir prendre, aussi prochainement que le permettront les circonstances, des dispositions nouvelles dans le sens des desiderata énoncés, à maintes reprises, par ceux qui ont plus particulièrement à cœur l'avenir économique du pays, notamment par le Sénat, par la Chambre des Représentants, et plus récemment par le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce.

Notre satisfaction, certes, eût été plus grande si les mesures avaient été plus nombreuses. Mais nous ferons crédit au Ministre, car nous sommes persuadés qu'il ne s'arrêtera pas dans cette voie et qu'il ne négligera aucun moyen en son pouvoir pour mettre nos agents à l'extérieur à la hauteur

du service vraiment national qu'ils sont appelés à rendre en matière économique.

*
* *

Nous allons passer rapidement en revue les différents chapitres du Budget en les comparant à ceux de 1910.

*
* *

Le Budget voté à la Chambre s'élève à la somme globale de 4,560,853 fr. En 1910, il était de 4,206,908 francs. Il y a donc une augmentation de 353,945 francs qui porte sur différents articles, comme nous le verrons ci-après.

CHAPITRE I. — Administration centrale.

Le crédit demandé est de 657,570 francs, soit 3,795 francs de plus qu'en 1910.

Comme l'explique la *Note préliminaire*, cette majoration porte exclusivement sur l'article 2 (Personnel des bureaux) et résulte des modifications apportées en vertu de l'arrêté royal du 14 janvier 1910 aux cadres de l'Administration centrale.

A propos de l'Administration centrale, nous nous demandons si, après avoir amélioré la situation des agents du service extérieur, le moment ne serait pas venu de s'occuper également des fonctionnaires du service intérieur. On a, plusieurs fois déjà, suggéré l'idée de porter remède à l'insuffisance des traitements du personnel des différents Ministères. Or, l'un des Départements où cette réforme devrait être appliquée tout d'abord est certainement celui des Affaires étrangères, dont le barème des émoluments est déjà ancien, et sans vouloir dire qu'il y a, parmi eux, des traitements de famine, il n'est cependant pas exagéré de prétendre que plusieurs ne sont plus en rapport avec les exigences de la vie moderne et la cherté actuelle de tous les articles de première nécessité. Nous n'insisterons pas davantage aujourd'hui sur ce point ; nous nous contenterons d'appeler sur lui la sympathique bienveillance de l'honorable Ministre des Affaires étrangères. Nous sommes persuadés de ne pas le faire en vain.

CHAPITRE II. — Légations.

La somme votée en 1910 s'élevait à 1,339,000 francs, le Gouvernement propose de la porter cette année à 1,454,000 francs ; soit donc une augmentation de 115,000 francs, destinée, entre autres, à relever le traitement des conseillers et secrétaires de Légation.

Jusqu'ici, les conseillers touchaient annuellement, d'après leurs années de service, de 9,000 à 11,000 francs. Dorénavant, ils recevront un minimum de 10,000 francs, avec augmentation de 2,000 francs tous les deux ans, jusqu'au maximum de 14,000 francs.

Les secrétaires de 1^{re} classe, qui n'avaient qu'un traitement fixe de 5,000 francs, auront à l'avenir : d'abord 6,000 francs, puis 7,000 francs deux ans après et enfin 8,000 francs deux ans plus tard ; somme qui constituera un maximum, comme traitement, bien entendu.

Quant aux secrétaires de 2^e classe et aux attachés, il leur sera alloué 350 francs par mois de séjour hors du pays, soit 4,200 francs par an. Autrefois, ces jeunes gens ne touchaient rien. Cependant, depuis 1907, le Département leur donnait parfois, sur les excédents budgétaires prévus au chapitre II (Légations), une somme de 300 francs par mois.

Après le vote du Budget, les modifications dont il vient d'être question auront un effet rétroactif au 1^{er} janvier de cette année.

Ces mesures, réclamées d'ailleurs par l'opinion publique, seront bien accueillies. Elles sont justes, car le Gouvernement avait amélioré, dès 1905, la situation des ministres et n'avait rien fait pour les agents subalternes.

Ainsi nos jeunes diplomates auront des traitements sensiblement analogues à ceux de leurs collègues des nations de même rang que la Belgique.

Il faut espérer qu'en rétribuant les attachés de légation, dès leur entrée en fonctions, leur recrutement se fera plus aisément. Dans ces dernières années, très peu de jeunes gens consentaient à entrer dans cette carrière ; ils n'étaient, depuis 1900, que 4 en moyenne, par an. En 1910, il y en a eu 5 et, en 1911, 2 seulement. C'est, on le conçoit, tout à fait insuffisant pour les besoins du service.

Ces traitements seront-ils capables de déterminer les jeunes gens qui, par leurs aptitudes, sont à même de remplir convenablement les fonctions diplomatiques, d'embrasser la carrière, ou bien doivent-ils être considérés seulement comme un premier pas fait dans cette voie ?

Quoi qu'il en soit, votre Commission n'hésite pas à féliciter l'honorable Ministre des Affaires étrangères de son initiative.

La dépense prévue de ce chef atteint le chiffre de 83,000 francs. Les 32,000 francs restant de la majoration de 115,000 francs, citée plus haut, sont destinés d'abord à accorder aux chefs de mission des indemnités pour les charges exceptionnelles assumées par eux dans l'intérêt du commerce national ; ensuite, à leur allouer, le cas échéant, ainsi qu'aux conseillers et secrétaires, des indemnités lorsque les circonstances politiques ou économiques passagères du pays de leur résidence imposent des dépenses extraordinaires.

Il y a lieu de constater que les indemnités citées en premier lieu figuraient antérieurement à l'article 14 avec celles accordées au même titre aux consuls. On les a séparées dans le présent budget ; c'est plus logique et plus clair.

Il y a lieu, en outre, de remarquer que le Département a souvent accordé des indemnités de la seconde espèce aux chefs de missions, mais non aux conseillers et aux secrétaires. A partir de cet exercice, ils jouiront tous de ces derniers avantages ; mais, naturellement, dans une proportion différente. C'est de la justice distributive à laquelle nous donnons notre approbation sans réserve.

CHAPITRE III. — Consulats.

Le crédit demandé s'élève à 1,176,900 francs comme en 1910. Il s'ensuit qu'aucun poste nouveau de consul rétribué n'a été institué.

Répondant à une question que lui a adressée, à ce sujet, votre Commission, l'honorable Ministre des Affaires étrangères s'est exprimé en ces termes :

« Le Département a mis à l'étude la création d'autres postes consulaires rétribués et les crédits nécessaires seront sollicités, au moment opportun, de la Législature en vue de la réalisation de cette mesure.

» Les nouveaux postes à créer pourraient être établis dans certaines régions africaines, dans les Républiques de l'Equateur, du Paraguay, de l'Uruguay, aux Straits Settlements, où la Belgique n'est pas actuellement représentée par des agents de carrière installés à poste fixe. »

Nous espérons que le Département sera bientôt à même de prendre une décision, et, s'il nous était permis d'exprimer un avis, nous dirions qu'il nous paraît fort utile, sinon indispensable, d'établir des consulats de carrière dans chacun de ces pays.

La difficulté, nous le savons, consiste moins à décider la création d'un nouveau poste qu'à choisir l'agent à même de l'occuper convenablement. Aussi importe-t-il avant tout d'avoir des cadres nombreux et bien composés.

Or, notre Corps consulaire comprend à l'heure actuelle 24 consuls généraux, 5 consuls faisant fonctions de consuls généraux, 12 consuls et 27 vice-consuls, soit en tout 68 membres. Ce nombre n'est certes pas en rapport avec les besoins de notre expansion. Il pourrait être doublé, car le manque d'agents de carrière se fait vivement sentir dans toutes les parties du monde, même en Europe.

L'honorable Ministre des Affaires étrangères a créé, en 1910, quatre nouveaux postes : Barcelone, Milan, Gothembourg et Sydney. C'est bien, mais il faut reconnaître que c'est peu. Aussi, aurions-nous été heureux de de voir au budget de 1911 une demande de crédit pour une nouvelle série de consulats de carrière. Nous nous plaisons à espérer qu'il en sera ainsi l'année prochaine.

Les vice-consuls constituent la pépinière du Corps consulaire; ils ne sont que 27! Si l'on en déduit ceux qui quitteront la carrière pour cause de santé, ou parce qu'ils s'établiront avantageusement à l'étranger, il en restera bien peu en rang utile. Et cependant c'est sur eux que nous devons pouvoir compter pour l'avenir!

Le Département devrait renforcer sérieusement ces cadres, de façon à avoir toujours sous la main des fonctionnaires jeunes et capables, qui puissent aller occuper utilement et fructueusement pour le pays, les postes nouveaux qu'il jugerait bon d'établir.

Ne serait-il pas profondément regrettable, au jour où, soit notre industrie, soit notre commerce exigerait l'établissement immédiat d'une série de nouveaux consuls de carrière, que le Ministre des Affaires étrangères ne puisse le faire, parce qu'il n'aurait pas à sa disposition le personnel nécessaire?

Cette éventualité peut parfaitement se présenter, car la question de nos débouchés se pose plus impérieusement que jamais. En 1910, c'est la France qui a relevé, à notre grand détriment, ses tarifs douaniers; et que sortira-t-il des discussions qui vont s'ouvrir cette année encore, ou bien certainement au commencement de 1912, aux Chambres néerlandaises?

Il en résultera fatalement une augmentation de droits sur les produits finis et une diminution sur les matières premières. Une fois de plus nos industriels seront atteints.

Le protectionisme fait tache d'huile ; petit à petit il envahit l'Europe entière et restreint ainsi nos débouchés dans une proportion considérable. A ces marchés qui se ferment plus ou moins, nous devons substituer d'autres marchés : notre prospérité nationale en dépend. Et où pouvons-nous les trouver, si ce n'est dans les pays d'outre-mer ? Trouver des marchés nouveaux, étendre ceux que nous avons déjà au loin n'est pas chose impossible, ni même difficile. Car il résulte des rapports de tous nos consuls qui résident dans ces pays, d'abord que nos produits y sont importés sous pavillons étrangers ; ensuite, que nos importations pourraient s'accroître dans des proportions fort sensibles. Les débouchés existent donc, ce n'est pas douteux, mais il faut faire le nécessaire pour en profiter.

Les moyens pour y arriver sont d'ordres différents. Les uns dépendent des particuliers, les autres des autorités.

Parmi ceux qui dépendent des autorités, l'un des plus efficaces serait, sans conteste, de favoriser, par tous les moyens en leur pouvoir, le développement de notre marine marchande. Si le pavillon belge flottait fièrement sur toutes les mers, nos articles seraient connus comme belges dans le monde entier et ils lutteraient fort avantageusement contre les fabricats anglais, allemands et français. Notre industrie ne craint pas la comparaison : elle est à la hauteur de ses concurrents ; il lui suffit de pouvoir s'affirmer sur tous les marchés du monde.

Mais ce n'est pas ici le lieu de traiter la question de la marine marchande : nous discutons le Budget des Affaires étrangères ; nous devons par conséquent y rester et revenir aux agents du service extérieur : diplomates et consuls, qui sont les véritables pionniers officiels de notre expansion économique. C'est pourquoi votre Commission insiste auprès de l'honorable Ministre pour qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir en cette matière, notamment pour qu'il multiplie le nombre de nos agents de carrière et pour qu'il prépare un nombre largement suffisant de jeunes gens dévoués et capables de remplir brillamment la mission économique que le pays attend d'eux.

Au surplus, le recrutement de la carrière consulaire ne doit pas présenter de grandes difficultés, car depuis quelques années des améliorations sérieuses ont été apportées à la situation de ses membres. Il n'est pas sans utilité de les rappeler ici, d'après une note que le Département a bien voulu nous envoyer en réponse à l'une de nos demandes.

« Le maximum du traitement des *vice-consuls*, qui avait été fixé à 8,000 francs par l'arrêté organique du 25 septembre 1896, a été porté à 10,000 francs. Il a, d'autre part, été établi que les agents de cette catégorie chargés de la gérance temporaire d'un consulat recevraient, indépendamment de leur traitement, une somme de 500 francs par mois.

» Comme on le sait, les traitements *des consuls et des consuls généraux* se composent de deux éléments, l'un fixe et invariable pour tous les postes, qui est de 6,000 francs pour les consuls et de 8,000 francs pour les consuls généraux ; l'autre variable suivant la résidence attribuée à ces agents.

Pour la détermination de l'élément variable, les postes sont répartis en cinq catégories d'après les charges qu'ils imposent à leurs titulaires et les inconvénients que peuvent avoir pour ceux-ci les conditions climatiques du pays dans lequel ils se trouvent appelés à remplir leurs fonctions.

» L'élément variable du traitement attaché aux postes rangés dans la première catégorie a été accru de 2,000 francs en 1908.

» Des remaniements ont, d'autre part, été apportés à la classification des postes établis en 1896, remaniements qui tous ont eu pour effet le transfert de consulats dans une catégorie plus favorable au point de vue de la détermination de l'élément variable du traitement.

» Un supplément de traitement de 2,000 francs est alloué, depuis quelques années, aux consuls chargés de la gestion d'un consulat général.

» L'arrêté organique de 1896 prévoit que le consul général envoyé dans un pays où n'est accrédité aucun agent diplomatique belge pourra, outre son titre consulaire et si l'intérêt général l'exige, être revêtu pendant la durée de sa mission d'un titre diplomatique.

» Il a été décidé que les agents revêtus du titre de chargé d'affaires, de ministre résident ou d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire recevraient, en plus de leur traitement, des indemnités se montant respectivement à 3,000 francs, à 5,000 francs et à 8,000 francs.

» Le Département des Affaires étrangères dispose, depuis 1902, d'un crédit spécial permettant d'accorder des « allocations exceptionnelles et temporaires » à des agents du service extérieur en compensation de charges exceptionnelles assumées dans l'intérêt du commerce national ou résultant d'événements exceptionnels survenus dans le pays de leur résidence. Les indemnités accordées sur ce crédit sont mentionnées aux développements du budget.

» Des mesures ont été prises au cours des dernières années par le Gouvernement en vue de mettre à la disposition de certains agents consulaires à l'étranger et notamment en Orient, des résidences stables et convenables. C'est ainsi qu'un hôtel a été construit à l'usage du consul général de Belgique à Séoul et qu'un immeuble a été acquis à Shanghai pour le représentant consulaire belge en la dite ville.

» D'autre part, un local, dont les frais de location, de chauffage, d'éclairage et d'entretien incombent au Département des Affaires étrangères, a été pris à bail dans la Cité de Londres pour l'installation de la Chancellerie du consulat général en cette ville.

» Le Département des Affaires étrangères a sollicité, cette année, de la Législature un crédit destiné à lui permettre d'intervenir dans les frais que certains agents s'imposent en vue de l'installation de leur poste dans des conditions répondant à l'importance de celui-ci et aux exigences du service.

» Ces allocations seront liquidées sur la présentation du contrat de bail se rapportant à la location soit de la résidence de l'agent, soit de la chancellerie du poste lorsque celle-ci est établie en dehors du domicile particulier du titulaire.

» Différentes mesures ont été prises, en outre, en vue d'exonérer les chefs de nos postes consulaires à l'étranger de certains des frais qui leur

sont occasionnés par l'exercice de leur mandat. C'est ainsi que des crédits sont mis à la disposition de nos agents en vue de leur abonnement à des publications d'ordre économique paraissant tant en Belgique que dans le pays de leur résidence, en vue de l'achat de machines à écrire, etc., etc.

» Différentes autres mesures destinées à l'amélioration de la situation financière des agents du service consulaire ont été mises à l'étude par le Département des Affaires étrangères, qui se réserve de procéder, le moment venu, à une refonte générale des traitements des dits agents. »

Comme on le voit, la situation des membres du Corps consulaire n'est pas mauvaise ; néanmoins, on se propose encore de l'améliorer.

Il y a certes lieu de féliciter l'honorable Ministre des Affaires étrangères de la bienveillance qu'il témoigne à ces agents, et sans vouloir contrecarrer en rien ses projets, nous voudrions cependant lui conseiller de se réserver le contrôle de l'emploi que feront les consuls de toute augmentation nouvelle.

Nous expliquons notre pensée. L'installation des consuls laisse quelquefois à désirer sous l'un ou l'autre rapport. Cela est fort préjudiciable au prestige de la Belgique et souvent même nuisible à nos intérêts économiques.

Nous voudrions donc que le Département des Affaires étrangères se préoccupât, à l'avenir, sérieusement de ce point et qu'il fasse le nécessaire pour leur assurer un logement convenable, soit en faisant l'acquisition d'immeubles, soit en en louant, pour les mettre à leur disposition. Il faut éviter qu'un nouvel accroissement direct et indirect de traitement ne leur permette de faire des économies ou ne soit employé en dépenses de luxe, suivant la fantaisie des uns et des autres.

En résumé, nous disons qu'une amélioration faite à la situation des Consuls sous cette forme serait pleinement justifiée, mais que la question, si importante à bien des points de vue, du logement, est une question spéciale dont on ne s'est pas assez préoccupé dans le passé, et qu'il est désirable qu'il en soit autrement à l'avenir. Nous la signalons à l'honorable Ministre.

CHAPITRE IV. — Frais de voyage.

Le chiffre de 160,000 francs est identique à celui de 1910. Il ne suggère aucune observation.

CHAPITRE V. — Dépenses relatives aux Légations et aux Consulats.

La somme allouée à cet effet, en 1910, était de 574,200 francs ; celle demandée en 1911, en y comprenant les amendements votés à la Chambre, est de 830,350 francs, soit donc une augmentation de 256,150 francs. Elle se décompose comme suit : à l'article 9, pour augmentation de traitement, 500 francs et pour traitement partiel en 1911 d'un chancelier à La Haye, 3,500 francs ; à l'article 10, traitement des drogmans, 9,150 francs ; à l'article 11, pour frais extraordinaires et autres, une somme de 158,000 francs ; à l'article 13, frais de chancellerie, 6,000 francs ; à l'article 14, allocation extraordinaire aux consuls, 85,000 francs.

Par un amendement au Budget, nous apprenons que le Département a nommé un chancelier à La Haye, à cause de l'importance toujours crois-

sante des affaires de la Légation. Cette mesure est pratique; nous voudrions même la voir étendue à la plupart de nos Légations, afin d'éviter à nos diplomates une foule de travaux accessoires et de copie qui leur prennent beaucoup de temps et qui sont vraiment en dessous de leur formation scientifique. On pourrait faire en sorte que ces jeunes gens emploient leur temps d'une façon beaucoup plus utile aux intérêts économiques du pays.

Un supplément de 9,150 francs est demandé à l'article 10, pour augmentation de traitement de certains drogmans et pour la création d'une place d'interprète auprès du consulat général de Tientsin.

A l'article 11, un amendement du Gouvernement sollicite une somme de 158,000 francs, dont 25,000 francs sont destinés à des frais d'entretien des immeubles appartenant à l'Etat à l'étranger et 133,000 francs pour réparations urgentes à l'hôtel de la Légation à Paris. Cette dernière dépense est demandée à titre extraordinaire.

L'article 12 prévoit une somme de 15,000 francs pour secours provisoires à des Belges se trouvant sans secours à l'étranger, et pour frais éventuels de rapatriement. Le même chiffre figurait au Budget de 1910 et de 1909.

Nous nous demandons s'il n'y aurait pas lieu de le majorer dans la suite afin d'y comprendre le remboursement de ce que les membres de certaines missions diplomatiques et consulaires sont obligés de donner aux nationaux nécessiteux qui viennent en assez grand nombre frapper à la porte de leurs chancelleries.

D'année en année, un nombre plus considérable de nos compatriotes vont chercher du travail à l'étranger, soit comme mineurs, comme ouvriers industriels ou agricoles, comme briquetiers, etc., etc., et malheureusement, ils sont assez nombreux ceux qui ne réussissent pas et qui viennent implorer pour eux et aussi pour leur famille des secours et les moyens de rentrer au pays.

Nos agents, et parmi eux sont compris également nos consuls honoraires, accueillent toujours favorablement ces sollicitations et, nous sommes heureux de le constater ici publiquement, tous, à quelque rang qu'ils soient, chefs de missions ou subalternes, Belges ou étrangers, se montrent généralement fort généreux à l'égard de ces malheureux compatriotes. Dans certaines résidences, ces secours forment quelquefois, au bout de l'année, une somme assez élevée.

Nous nous demandons s'il ne serait pas de la dignité du pays de rembourser aux agents ces aumônes en quelque sorte obligatoires résultant uniquement de leur position officielle?

Les frais de chancellerie, à l'article 13, sont majorés de 6,000 francs pour des allocations à certaines Légations.

L'article 14 sollicite 85,000 francs de plus pour assurer, dit la *Note préliminaire*, l'installation convenable des consulats dans les localités où les loyers sont d'une cherté extraordinaire. Ce crédit a, en principe, sa raison d'être, à la condition, nous avons eu l'occasion de le dire précédemment, que le Département tienne la main à ce qu'il ne reçoive pas une autre destination.

Quant au montant du chiffre de 85,000 francs, nous n'avons aucune base d'appréciation; c'est le Ministère des Affaires étrangères qui en est seul juge.

CHAPITRE VI. — Missions extraordinaires, traitements d'inactivité et dépenses imprévues.

Le Budget prévoit le même chiffre qu'en 1910, soit 79,700 francs.

CHAPITRE VII. — Commerce et émigration.

Ce chapitre comporte une dépense de 196,333 francs, soit une majoration de 4,000 francs comparativement à 1910. Cette augmentation est nécessaire pour faire face aux dépenses nouvelles qui résulteront des mesures que le Gouvernement a décidé de prendre en vue d'assurer une organisation plus complète du service de l'émigration à la gare d'Anvers.

Commerce et émigration sont là à vrai dire deux objets tout à fait différents. Il serait intéressant de connaître au prochain budget la ventilation du chiffre global.

CHAPITRE VIII. — Pensions, secours et créances arriérées.

Ici encore nous trouvons une somme identique à celle de 1910, soit 6,000 francs.

CHAPITRE IX. — Dépenses exceptionnelles. Services divers.

Ce chapitre comporte trois articles, tous pour mémoire. L'un, secours aux victimes des tremblements de terre en Italie; l'autre, secours aux victimes des inondations en France et le dernier, construction d'un hôtel pour le consulat général à Séoul.

Ce dernier article nous amène à renouveler nos instances au sujet de l'acquisition d'hôtels destinés à loger nos diplomates et nos consuls de carrière. Nous nous réjouissons l'année dernière de constater, par l'Exposé des motifs du *Projet de Loi du 16 mars 1910 portant modification du tarif des douanes et du système de perception des droits de marchandises tarifées « ad valorem »*, que l'honorable Ministre des Finances, M. Liebaert, était acquis au principe; car il y déclarait vouloir consacrer à cet objet, une partie des ressources extraordinaires que l'État devait recueillir par suite de l'application du dit projet.

Votre Commission, Messieurs, espère que le nouveau Ministre des Finances se ralliera au même principe et ne refusera pas, le cas échéant, à son collègue des Affaires étrangères, les fonds nécessaires pour un achat de ce genre, lorsqu'une occasion favorable se présentera, bien entendu. Car, dans notre pensée, il ne saurait être question d'acquérir des immeubles dans toutes les capitales et à tout prix; cela ne peut évidemment se faire que d'une façon opportune et avantageuse.

L'État possède actuellement des hôtels pour loger ses chefs de mission: à Paris, Constantinople, Téhéran, Tokio, Pékin, Shanghai et Séoul. Il semble qu'il serait utile d'en acquérir encore dans certaines capitales d'Europe, et principalement dans les pays de l'Amérique latine, en Égypte,

dans les Indes anglaises, là, en un mot, où les logements sont particulièrement chers et rares.

Lorsqu'une occasion favorable se présente, le Gouvernement ne devrait pas la laisser échapper. S'il avait agi ainsi dans le passé, il aurait pu acheter à bas prix bien des propriétés qui, aujourd'hui, représenteraient une valeur considérable.

Mais pour loger dignement nos représentants à l'étranger, il n'est pas absolument indispensable que l'État achète; il peut louer à terme. Ce genre de baux est fort usité dans certains pays. Une seule chose importe à la Belgique, c'est que ses agents officiels soient convenablement logés.

Les établissements financiers, dans le monde entier, s'installent actuellement fort grandement et même très somptueusement; ils prétendent que c'est là une nécessité du moment, que c'est indispensable à leur crédit, pour inspirer confiance et pour attirer la clientèle.

Ce raisonnement ne s'applique-t-il pas également à la Belgique, nation éminemment économique, qui, elle aussi a besoin de s'affirmer, c'est-à-dire d'avoir beaucoup de crédit pour attirer à elle les consommateurs étrangers?

Où donc nos intérêts seraient-ils le mieux représentés, dans le pays où notre agent officiel, celui qui personnifie la Belgique, habiterait une petite maison dans un quartier éloigné, un simple appartement en ville, une chambre ou deux dans un hôtel quelconque, ou bien celui qui logerait dans un bel immeuble situé dans une rue fréquentée et bien habitée, où il pourra arborer le drapeau national à toute occasion? Poser la question c'est la résoudre.

Il n'est pas douteux qu'en affirmant grandement notre existence, nous facilitons la tâche économique de nos représentants et que nous aidons puissamment nos compatriotes dans l'expansion de leurs affaires. Nous sommes, sous le rapport commercial, l'une des grandes nations. Cette situation heureuse nous crée de multiples devoirs économiques, si nous pouvons nous exprimer ainsi : devoirs pour nos agents diplomatiques et consulaires, mais aussi devoirs pour le pays. L'un des devoirs qui incombe au pays est de faciliter de toutes façons le rôle de nos fonctionnaires du service extérieur en cette matière, et à notre sens, le logement en constitue l'un des moyens les plus efficaces. Or, il ne faut pas l'oublier, il ne dépend pas toujours de nos représentants de bien se loger. Il y a des villes où la chose est extrêmement difficile, même impossible à n'importe quel prix.

Si nous devons invoquer des exemples, nous citerions d'autres États qui, surtout dans ces derniers temps, se sont décidés à acheter ou à louer à des immeubles dans les diverses capitales. Mais nous n'avons que faire de ces exemples; nous devons uniquement tenir compte de ce qui peut nous être avantageux. Or, le mouvement qui s'est manifesté en ce sens dans tous les milieux qui s'occupent de notre expansion économique, prouve qu'il n'y a aucune incertitude sur ce point.

Nous ne commettrons aucune indiscretion en ajoutant que l'honorable Ministre des Affaires étrangères entre tout à fait dans ces vues, mais que ce sont les capitaux qui lui font défaut, son budget ne comportant aucun fonds de prévision pour ce genre d'achats. Nous pensons donc ne pas lui

déplaire en suggérant l'idée de créer, au budget extraordinaire, un fonds spécial annuel, de 200,000 francs par exemple ; la somme n'est pas élevée pour chaque exercice, mais au bout de quelques années, elle sera suffisante pour lui permettre de profiter des occasions qui se présenteraient de l'un ou de l'autre côté.

Les greniers de nos Musées et même de quelques Ministères sont, paraît-il, encombrés d'œuvres de nos peintres. Pourquoi ne pas les éparpiller entre nos diverses Légations ? Elles serviraient à leur ornementation et elles feraient connaître nos artistes contemporains à l'étranger. Ce système pourrait être étendu avantageusement à certaines œuvres ayant un caractère artistique, telles que : tapisseries, meubles, bronzes, objets d'art en général.

A l'achat d'hôtels à l'étranger on oppose deux objections principales : la première concerne le Département des Affaires étrangères et consiste dans les difficultés qu'il rencontrera pour leur entretien ; la deuxième se rapporte au loyer. Y a-t-il lieu de le faire payer ou de ne pas le faire payer par les occupants ?

Quant au premier point, il est évident que, si ces acquisitions prenaient un certain développement, le Ministère devrait organiser un service spécial d'administration et de surveillance. C'est là le petit côté de la question. Du reste, nous avons la confiance qu'il trouvera dans les occupants de ces immeubles, des collaborateurs dévoués et pratiques qui, appréciant d'un côté les sacrifices que fait le pays, et d'un autre côté les avantages qu'ils en retirent personnellement, tiendront à cœur d'habiter ces propriétés en bons pères de famille.

Pour ce qui regarde le second point, le Ministère l'a déjà réglé et voici comment, d'après sa propre déclaration :

« Le principe de la retenue a été admis et il est appliqué selon les circonstances, soit en opérant une retenue, soit en fixant le traitement, en tenant compte de la jouissance d'un hôtel. Il est admis également que la retenue, lorsqu'elle est appliquée, doit être proportionnée au traitement que reçoit le ministre, et à peu près équivalente à la somme qu'il consacrerait à son loyer si la Belgique ne possédait pas d'hôtel dans le pays de sa résidence. »

*
* *

Lors de la discussion du dernier Budget des Affaires étrangères en 1910, votre Commission formulait l'espoir de voir conclure à brève échéance un traité de commerce avec la France. Elle regrette de devoir reconnaître aujourd'hui que ses espérances ont été cruellement déçues.

Les regrets qu'elle exprime ne constituent pas un blâme à l'adresse du Gouvernement, car elle sait que pour faire une convention de ce genre il faut le concours conciliant des deux pays en cause. La France et la Belgique ont un intérêt égal à rendre stable, pour une longue période, leurs relations commerciales si considérables et si nécessaires aux industriels et aux commerçants des deux nations ; toutefois cet objet ne peut être atteint que par des concessions réciproques. Eh bien ! elle ne peut s'empêcher de déplorer que ce terrain d'entente n'ait pas encore été trouvé.

Votre Commission se plaît à croire que notre Gouvernement n'a négligé à

cette fin aucun effort et elle a tout lieu de supposer que c'est dans le seul but d'entente et de conciliation qu'il n'a pas encore provoqué au Parlement la discussion du *Projet de Loi portant modification du tarif des douanes*, déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants le 16 mars 1910 par M. le Ministre des Finances.

Comme la session parlementaire est sur le point d'être close, il n'est pas possible de s'occuper immédiatement du dit projet; mais on pourrait le faire dès la rentrée des Chambres, en novembre prochain. Cette discussion s'impose d'ailleurs d'autant plus que le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce s'est rallié à une majoration des droits fiscaux, que les traités nous permettent de modifier.

Nous ne pouvons oublier que la France a frappé une foule de nos produits, les uns d'une majoration sensible, les autres de droits prohibitifs. Son nouveau tarif a causé un tort énorme à bon nombre de nos industries. C'est un fait acquis dès ce jour; toutefois, le bilan de l'année 1910 permettra seul d'en fixer l'importance. En tout cas, le chiffre en sera fort élevé, cela ne présente plus aucun doute.

En relevant nos douanes, nous créerons des ressources importantes, que nous pourrions consacrer à l'amélioration et au développement de nos relations commerciales dans les pays d'outremer, nous y trouverons une large compensation.

Augmenter les droits ne constitue pas plus à l'égard de la France pour ce qu'elle a fait en 1910, qu'à l'égard des Pays-Bas pour ce qu'ils semblent vouloir faire en 1912, un acte d'hostilité, une mesure de représailles. C'est user simplement du moyen que nous avons entre les mains de nous procurer les ressources nécessaires pour nous ouvrir des marchés nouveaux. Tout le monde comprend que le devoir du Gouvernement et du Parlement est de chercher pour nos industriels et nos commerçants des compensations aux dommages que leur cause l'augmentation des droits de douanes, décrétés par d'autres nations.

C'est la seule signification que nos voisins du Sud et du Nord pourraient trouver dans une modification de notre régime fiscal, et cela ne peut altérer en rien les bonnes relations que nous avons avec eux. C'est d'ailleurs ce qu'a déclaré, en d'autres termes, notre Ministre des Affaires étrangères, l'honorable M. Davignon, à la Chambre des Représentants, dans la séance du 11 de ce mois, en disant que :

« Le Gouvernement du Roi resterait, après comme avant le vote de ce projet, tout disposé à entrer en pourparlers avec le Gouvernement de la République pour la conclusion d'un traité de commerce entre les deux pays et qu'il examinera dans l'esprit le plus conciliant toute proposition qui lui serait faite à cet effet. »

* * *

Le Budget, voté à la Chambre des Représentants par 77 voix contre 48 et une abstention, a été adopté par votre Commission à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
M. DE RAMAIX.

Le Président,
Baron DE FAVERE AU